

# HEGEL ÉTAIT-IL UN CANADIEN ? ASPECTS IDENTITAIRES DANS LA RÉCEPTION NORD-AMÉRICAINE DU PHILOSOPHE<sup>1</sup>

Eva VOLDŘICHOVÁ BERÁNKOVÁ  
Université Charles, Prague

**Abstract (En):** The paper is dedicated to the role played by G. W. F. Hegel in the identity constructions of contemporary Canadians. After summarizing the Canadian reception of the German philosopher, the text analyses in more detail the thought of Charles Taylor, in particular his approach to Canadian multiculturalism confronted with Quebec interculturalism. Then, the French reception of Hegel is outlined and compared to the English-speaking tradition. Paradoxically enough, in Canada, Hegel is sometimes used to reinforce the federal principle and sometimes claimed as an authority to build a new strong Quebec, with its own tradition and legislation. However, regardless of the polysemy of Hegelian texts, their specific interest in the great German philosopher honours Canadians. It proves that, on both the federal and the Quebec side, there is a genuine concern for public management that favours individual freedom, without forfeiting a certain collective interest. The Canadian reading sees in Hegel the guarantor of such a balance.

**Keywords (En):** G. W. F. Hegel; political philosophy; identity; Canada; Quebec; multiculturalism; interculturalism

**Mots-clés :** G. W. F. Hegel ; philosophie politique ; identité ; Canada ; Québec ; multiculturalisme ; interculturalisme

**DOI :** 10.32725/er.2022.026

*Si Hegel nous enseigne quelque chose, c'est que les êtres humains sont censés être libres et que la liberté ne peut s'exprimer pleinement que dans des institutions qui mettent nos intérêts particuliers en relation avec les biens universels.*

(TAYLOR, 1975 : 562).

## Introduction

Le titre quelque peu hyperbolique du présent article m'a été inspiré par les nombreux philosophes, sociologues et politologues contemporains qui estiment que le Canada s'avère un terrain particulièrement propice à l'implantation des théories hégéliennes concernant le droit, la gestion de l'État moderne ou l'évolution de l'Esprit Absolu en général<sup>2</sup>. Convaincus que l'Europe n'a pas compris l'enseignement libéral du grand philosophe, voire qu'elle l'a violemment déformé

---

<sup>1</sup> L'article s'inscrit dans le projet de recherche GAČR n° 20-14919S « Centre and Periphery : Changes in the Postcolonial Situation of Romance-language Literatures in the Americas, Africa and Europe » et dans le Projet Européen du Développement Régional « Créativité et adaptabilité comme conditions du succès de l'Europe dans un monde interconnecté » (N° CZ.02.1.01/0.0/0.0/16\_019/0000734).

<sup>2</sup> Dans le cadre de la grande monographie collective *Hegel and Canada*, mentionnée dans la bibliographie finale, de telles hypothèses sont développées par Henry S. Harris, John Burbidge, John Russon, Jim Vernom, Kenneth Kierans, Graeme Nicholson, Barry Cooper et bien d'autres.

dans des entreprises totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle, certains intellectuels voudraient donner à Hegel une sorte de seconde chance, bâtissant sur ses principes un nouveau Canada multiculturel, voire un nouveau Québec post-national. Donc, ce n'est pas tant la réception en soi qui m'intéressera ici que le rôle qu'un philosophe allemand de la fin du XVIII<sup>e</sup> et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle joue dans les constructions identitaires des Canadiens contemporains. Autrement dit, quelles sont ces affinités particulières liant le Canada à Hegel et quelle vision de l'avenir en découle.

### **Les débuts de l'hégélianisme au Canada**

Tout a commencé au début du XX<sup>e</sup> siècle par le professeur John Watson (1847-1939) qui dirigeait le Département de Philosophie à l'Université Queen's en Ontario. Originaire de Glasgow, Watson se considérait comme une sorte de missionnaire de l'« hégélianisme écossais » au Canada. Edward Caird, son directeur de thèse à Glasgow, l'a choisi comme le seul candidat susceptible d'éclairer les Canadiens sur les subtilités de la dialectique et de l'ontologie hégéliennes : « Je ne connais personne qui voie son chemin plus clairement à travers n'importe quel enchevêtrement philosophique<sup>3</sup> » (WALLACE, 1941, 24). Watson était bien conscient qu'il aurait à lutter contre certains préjugés des étudiants du début du XX<sup>e</sup> siècle qui voyaient en Hegel une sorte de Platon plus récent, un penseur abscons, voire hermétique, un panthéiste et panlogiste prétendant tenir les clés de l'univers. Il a donc complété ses explications philosophiques et théologiques par une approche sociopolitique beaucoup plus modeste et pratique, présentant Hegel comme un bon professeur de tolérance et d'ouverture d'esprit. Selon Watson, l'hégélianisme écossais apporterait, avant tout, « paix, ordre et bon gouvernement<sup>4</sup> » (TROTT, 2018, 187) qui permettraient au Canada moderne de garder un juste équilibre entre, d'une part, les aspirations individuelles de ses citoyens (propriété privée, liberté d'entreprise, mais aussi droits de l'homme), et, de l'autre, la gestion efficace d'une communauté. En accord avec Hegel, Watson estime qu'un État bien organisé devrait aboutir à une rationalité supérieure et offrir ainsi un cadre propice à l'épanouissement du plus grand nombre de ses citoyens. Même si certaines convictions politiques watsoniennes s'avèrent aujourd'hui intenables – notamment son soutien à l'impérialisme britannique contre l'influence des États-Unis qu'il redoutait à long terme – l'idée d'un Hegel libéral, contribuant au bien-être de la société et meilleur ami de tout homme d'État responsable, est restée enracinée dans la mentalité canadienne jusqu'à nos jours.

### **Deux penseurs contestataires**

Pour être juste et pour équilibrer un peu ce qui va suivre, je rappelle que le Canada a aussi connu un certain nombre de penseurs très critiques vis-à-vis de Hegel. Mais, assez significativement, ces derniers ne se spécialisaient pas vraiment dans le droit et la gestion de l'État. Parmi les noms traditionnels, nous pouvons citer

---

<sup>3</sup> “I do not know anyone who sees his way more clearly through any philosophical entanglements.”

<sup>4</sup> “Peace, order, and good government.”

par exemple Emil Fackenheim (1916-2003), philosophe et rabbin d'origine allemande, ou George Grant (1918-1988), conservateur nationaliste et grand critique des technologies.

S'inscrivant dans le courant de la philosophie après la Shoah, le premier s'attaque à l'optimisme hégélien, notamment à l'idée d'un Esprit Absolu cheminant à travers l'histoire vers l'accomplissement de la raison, de la liberté et de l'auto-compréhension. Selon Fackenheim, le nazisme était un mal absolu, non dialectisable et donc non sublimable en une synthèse conciliatrice qui réunirait l'humanité d'après-guerre. De plus, en tant que juif, le philosophe refuse la dimension chrétienne de la pensée hégélienne. Au lieu de s'incarner dans l'histoire et de lier son destin à celui de l'homme, comme Hegel le suppose, le Dieu d'Abraham doit rester transcendant, nettement séparé de l'humanité et ne se faisant connaître qu'à travers une révélation. Bref, pour comprendre et accepter l'hégélianisme, il faudrait être chrétien, idéalement protestant, pratiquant ou sécularisé. Or, le Canada moderne est un pays où règne une pluralité de religions qui, selon Fackenheim, rendrait le système hégélien caduc.

George Grant était, lui, un ancien hégélien qui a fini par voir en le philosophe allemand le père des technocraties modernes. Inspiré de Heidegger et de Leo Strauss, il affirmait que, dans le libéralisme capitaliste, la technologie est devenue notre manière d'être, de traiter la nature, de travailler et d'envisager le futur. À moins de retourner aux bonnes vieilles traditions toryennes britanniques, Grant ne voit pas de salut pour le Canada moderne qui, selon lui, se fera avaler par les États-Unis et perdra son âme.

Il est assez significatif que, dans les deux cas, Hegel soit pris comme prétexte pour analyser bien d'autres choses : la place des juifs dans un monde qui a connu la Shoah ou les risques liés à des technologies, telles qu'un conservateur anglican les définit. La critique de Hegel fonctionne ici comme une sorte de prolégomènes à une lamentation sur le monde contemporain. Donc, même aux yeux de ses détracteurs, le philosophe allemand incarne la modernité, certes négativement perçue par eux, mais une modernité quand même.

### **Le « mainstream » hégélien**

Revenons maintenant à la grande lignée des penseurs pro-hégéliens qui voient dans le Canada une chance de réaliser en pratique les idéaux du grand philosophe. Une place d'honneur doit être réservée ici à James Doull (1918-2001), un brillant philosophe dont l'érudition a été admirée par des collègues aussi différents que Gadamer, Fackenheim ou Grant<sup>5</sup>. Doull a rejeté la perspective fackenheimienne (d'un Hegel dépassé dans les pays où le protestantisme ne règne pas) pour reformuler certaines thèses socio-politiques de base.

---

<sup>5</sup> George Grant a déclaré à son sujet : « De tous les Canadiens de ma génération, il a certainement l'intellect le plus clair que je connaisse. Rien de ce que j'aurais à dire sur la philosophie ne sera comparable à sa connaissance de celle-ci ». ("Of all the Canadians of my generation, he certainly has the clearest intellect of any I have known. Nothing I would ever have to say about philosophy will compare to his knowledge of it.") – CHRISTIAN, 1993 : 139.

Selon lui, l'humanité actuelle pratique ce qu'il appelle une « vision de chauve-souris » (*bat-like vision* – DOULL, 2003 : 7) : nous regardons vers le passé non plus avec nostalgie, mais pour réexaminer tout ce que l'histoire a manqué et à quelles injustices, aujourd'hui inacceptables, elle a été aveugle. Nous pratiquons ainsi tous le principe hégélien d'une rationalité en marche qui considère ses stades antérieurs comme dépassés.

En ce qui concerne les Canadiens, pour qu'ils puissent mieux se comprendre, il faudrait qu'ils se rendent compte de deux réalités fondamentales : ils sont moins européens qu'ils ne le pensent (puisqu'ils font partie du projet civilisationnel américain) et leur identité d'un peuple indépendant est tributaire de leur capacité à concevoir leur histoire comme consciente, plutôt qu'intuitive : « Nous, les Canadiens, avons un vague sentiment d'être libres, mais nous n'en sommes pas suffisamment conscients<sup>6</sup> » (DOULL, 2003 : 105). Selon Doull, leur libéralisme prédispose les Canadiens à rejeter les expériences totalitaires nazie ou communiste et à gérer les différents groupes linguistiques, ethniques, religieux ou culturels de manières inaccessibles aux Européens. Ainsi, la description que Hegel fait de l'État moderne dans ses *Principes de la philosophie du droit*, s'adresserait-elle directement au Canada, notamment dans sa façon de marier, d'une part, l'enracinement des hommes dans une communauté et, de l'autre, les exigences de l'autogestion formulées par le sujet moderne. Aux yeux de Doull, il suffit d'actualiser très légèrement les recettes hégéliennes pour qu'elles correspondent à un pays post-national et fédéral (que la Prusse du XIX<sup>e</sup> siècle n'était pas, bien sûr). Un Canada géré selon les principes de Hegel non seulement échapperait à long terme à l'orbite des États-Unis, mais il unirait aussi avec succès tradition et technologies. La modernité serait donc une chance, un pas en avant, et non pas une menace devant laquelle il faudrait se replier sur soi.

C'est Charles Taylor (1931) qui se chargera par la suite de développer cette nouvelle rationalité, spécifiquement canadienne et inspirée de Hegel. Il souligne que, pour le philosophe allemand, l'État s'avère une réalisation de l'Esprit Absolu. Hegel a toujours voulu renouer avec l'esprit des polis grecques, seulement à un niveau supérieur, incluant l'idée moderne de la rationalité et du sujet libre. Selon le philosophe allemand, c'est précisément parce qu'un État bien géré fonctionne selon des principes rationnels qu'il incarne l'Esprit Absolu et que les citoyens peuvent s'identifier à lui, sentant qu'il correspond à leurs aspirations, élans et désirs propres.

Il faut souligner ici que Charles Taylor ne croit pas en un Esprit Absolu cheminant à travers l'histoire et qu'il anthropologise donc les thèses de Hegel, balayant complètement leur dimension théologique ou métaphysique. Ce qui l'intéresse chez le philosophe allemand, c'est la synthèse que ce dernier aurait été le seul à réussir entre les Lumières (État moderne, bureaucratisation, centralisation, rationalisation, technologies) et leurs critiques (pré)romantiques du *Sturm und Drang* allemand qui mettaient l'accent, bien au contraire, sur l'expressivité de l'homme à travers l'art, la nécessité d'une communion avec la nature et l'importance

---

<sup>6</sup> "We Canadians have a vague sense that we are free, but we are not sufficiently self-conscious about it."

d'une vie communautaire/nationale (TAYLOR, 1998 : 1-68<sup>7</sup>). Puisque Hegel arrive à concilier ces deux grandes tendances modernes, il devrait devenir notre modèle dans toute réflexion sociale digne de ce nom.

### **Le multiculturalisme versus l'interculturalisme**

Pour donner un exemple concret de l'application des thèses hégéliennes par Charles Taylor, examinons la problématique du multiculturalisme et de l'interculturalisme analysée par lui : jusqu'aux années 1980, de nombreux pays occidentaux, la France notamment, pratiquaient une politique assimilationniste vis-à-vis des nouveaux venus. Les immigrants étaient censés abandonner tout particularisme culturel ou religieux hérité de leurs pays d'origine pour se fondre dans la société d'accueil. L'assimilationnisme supposait l'idée d'un citoyen modèle, calqué sur le Français de souche, au nom duquel il poussait les étrangers désireux de s'installer en France à s'arracher à leurs communautés d'appartenance traditionnelles. Cette politique était sous-tendue par une méfiance, directement héritée des Lumières, vis-à-vis des communautés organiques, dans lesquelles la France moderne soupçonnait la présence de formes de sociabilité d'Ancien Régime – hiérarchies féodales, systèmes claniques, etc. Autrement dit, il fallait absolument écarter toutes ces institutions traditionalistes potentielles qui s'interposeraient entre l'État et le nouveau citoyen.

À la différence des Français, les Canadiens ont historiquement opté pour le multiculturalisme qui pourrait être défini comme une « gestion de la diversité » au moyen d'interventions officielles des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que des administrations municipales. Les spécialistes distinguent en général trois phases de ce processus sur le plan législatif : la genèse (jusqu'à 1971), la formation (de 1971 à 1981) et l'institutionnalisation (à partir de 1982 – BROSSEAU, DEWING 2018 : 3). Ce système de pensée n'est pas basé sur une idée de « citoyen-étalon » ou de « citoyen paradigmatique », comme Charles Taylor l'appelle, à la religion et à la culture duquel les minorités devraient adhérer ou dont ils devraient s'approcher au maximum, dans le but de former une masse populaire homogène. Il suppose, bien au contraire, une égalité dans la diversité, un refus de trier les citoyens en des classes hiérarchisées selon leur degré de conformité à la norme du citoyen-étalon : dans la mesure où l'immigré ou le représentant d'une minorité est socialement intégré – il fonctionne comme citoyen, comme agent économique, comme parent éduquant ses enfants, etc. – il n'est pas forcé à s'assimiler, à imiter un citoyen paradigmatique (TAYLOR 2014). Ainsi, l'uniformisation ne constitue nullement une condition pour l'intégration et l'État n'a donc pas le droit de l'exiger.

Aux yeux de Charles Taylor, c'est précisément Hegel qui s'avère le père spirituel de ce genre de multiculturalisme « situé », « libéral » et « transformatif », dans la mesure où il a toujours prôné un État capable d'inclure, sur un pied d'égalité, le maximum de citoyens, sans tenir compte de leur religion et culture

---

<sup>7</sup> Le philosophe canadien s'appuie sur le concept hégélien de la *Sittlichkeit* (« vie éthique », « éthique objective » ou « éthique concrète ») qui renforce les liens entre l'individu et la communauté, mettant l'accent sur des obligations traditionnelles et enjoignant le citoyen à « mener ce qui est déjà ».

(TAYLOR, 1975 : 562). Et c'est dans ce même esprit hégélien qu'œuvrerait la *Charte canadienne des droits et libertés*, adoptée en 1982, sur laquelle Charles Taylor a travaillé à l'époque en tant que conseiller.

Or, la Charte a fini par ne pas être appuyée dans la plus grande province canadienne qui était à l'époque gouvernée par le Parti québécois de René Lévesque. Les Québécois ont rejeté, avant tout, les droits de circulation et ceux à l'instruction dans des langues minoritaires. Ils avaient peur que le multiculturalisme fédéral ne noie leurs efforts historiques pour la promotion du français et de la culture spécifique au Québec dans un océan de peuples venus de tous les continents.

Charles Taylor a alors entamé un très long débat avec ses homologues francophones, dont Gérard Bouchard, avant d'assumer un nouveau concept québécois : celui d'interculturalisme. Les deux approches supposent une ouverture à la différence (bien que conditionnée par l'intégration), les deux invitent les nouveaux venus à jouer un rôle dans le développement futur du pays, mais elles divergent dans le récit général qu'elles proposent : le multiculturalisme fédéral vide complètement le concept historique d'un Canadien-étalon et défend l'idée que les personnes venues de tous les horizons imaginables peuvent devenir citoyens à part entière, sans aucun privilège accordé à des nations fondatrices. L'interculturalisme, lui, défend l'idée qu'il y a tout de même une culture historique dans un pays donné et que, par exemple, les Québécois ou les Premières Nations ne peuvent pas être traités, dans le cadre du Canada, exactement de la même manière que les peuples nouvellement venus.

Toujours selon Taylor, ces deux concepts correspondent en fait à deux réalités démographiques différentes : tandis que, dans le Canada anglophone, les originaires des îles britanniques représentent aujourd'hui une forte minorité, au Québec, les descendants lointains des Français sont encore largement majoritaires. Et comme la situation dans les pays européens ressemble beaucoup plus à celle du Québec qu'à celle du Canada, c'est le modèle interculturel que Taylor serait finalement enclin à leur proposer comme optimal. D'autant plus que ce paradigme est plus authentiquement hégélien, puisqu'il concilie l'histoire avec le futur, la tradition avec la modernité, l'État et les communautés d'appartenance locales.

## **Hegel au Québec**

En ce qui concerne le Québec, il n'y a pas de tradition hégélienne aussi forte et je n'ai pas trouvé non plus un grand spécialiste contemporain qui focaliserait sur lui l'attention des médias. Cela ne veut pas dire pour autant que le philosophe allemand ne serait pas sollicité lorsque les Canadiens francophones s'interrogent sur leur identité. Regardons brièvement quelques exemples de penseurs tout à fait intéressants.

Côté académique, il faut mentionner Michel Freitag (1935-2009) ou Yvon Gauthier (1941). Promoteur d'une « sociologie dialectique », inspirée de l'interprétation kojévienne de Hegel, le premier s'est illustré par une lecture critique du capitalisme et de la postmodernité. Freitag a réuni autour de lui une équipe très dynamique de jeunes sociologues qu'on appelle parfois « école de Montréal » (BONNY, 2012 : 11). Or, à ma connaissance, elle ne travaille pas spécifiquement sur

l'identité canadienne, donc je ne la mentionne que rapidement. Il en va de même d'Yvon Gauthier qui a récemment proposé une « relecture constructiviste » de Hegel (FRADET, 2011 : 627), basée sur la logique du langage et une nouvelle traduction de certains de ses termes clés.

Jean-Luc Gouin (1956), lui, a lancé une entreprise plus proche de notre centre d'intérêt, à savoir celle de relire Hegel à travers les œuvres de certains écrivains (Réjean Ducharme), poètes et chanteurs (Félix Leclerc, Gilles Vigneault, Pierre Perrault, Gaston Miron, Luc Plamondon, Diane Dufresne), cinéastes (Pierre Falardeau), intellectuels (Pierre Bourgault, Pierre Vallières, Pierre Vadeboncœur) et hommes politiques (Jacques Parizeau) québécois. Son étude *Hegel. De la Logophonie comme chant du signe* mobilise, avec humour et ingéniosité, toute l'histoire du pays pour illustrer cette fameuse thèse hégélienne, très controversée, selon laquelle « [tout] ce qui est rationnel est réel, et [tout] ce qui est réel est rationnel ». On ne dirait pas, à observer le monde environnant, mais Jean-Luc Gouin nous prouve le contraire dans une sorte de pari pascalien.

Avant de conclure, je voudrais mentionner un long article récapitulatif, rédigé par le sociologue Roberto Miguelez et intitulé « Hegel et le Québec ». L'auteur reprend dans les grandes lignes la logique taylorienne d'un Hegel contribuant au bien-être de l'État, notamment par ses analyses très fines des rapports entre individualité, particularité et universalité, mais il l'applique plus spécifiquement au Québec. Selon Miguelez, l'individualisme moderne risque de mener à deux dérives : d'une part, celle du consumérisme libéral qui substitue à l'État la logique du marché et l'impératif d'une satisfaction immédiate des besoins individuels et, de l'autre, celle des particularismes de type ethnique ou religieux, basés sur l'exclusion de l'autre.

Conformément à la logique hégélienne, le sociologue ne voit l'avenir du Québec qu'en un État fort. En tant que seule « instance productrice d'universalité, [ce dernier] peut, dans la reconnaissance et l'admission de la singularité et de la particularité, constituer la condition de l'épanouissement autant de l'individualité des individus que de la particularité des groupes particularistes » (MIGUELEZ, 1996 : 227). Autrement dit, entre les deux extrêmes contemporains, à savoir un État qui se dissout progressivement et un État qui coïncide avec une ethnie/religion particulière, Roberto Miguelez invite à bâtir un Québec basé sur l'universalité hégélienne dont la seule forme authentique est celle qui fait de chaque individu, donc de tous les individus, une valeur absolue.

## **Conclusion**

Ce petit panorama comparatif montre, selon moi, un phénomène très intéressant que j'ai pu déjà observer dans d'autres régions du monde (Afrique, l'ex-URSS). *A priori*, on pourrait imaginer que Hegel, traditionnellement interprété comme le grand philosophe du Système et du Pouvoir, dont les empires modernes et les fédérations contemporaines aiment se réclamer d'une manière ou d'une autre, a tout pour rebuter les minorités ou des pays en train de s'émanciper d'une tutelle pluriséculaire. Or, il n'en est rien. L'exemple de l'Afrique prouve que, dans Hegel, il y a de quoi fonder et maintenir de grands empires coloniaux, tout comme il y a de

quoi les renverser. D'une manière assez similaire, au Canada, Hegel est tantôt utilisé pour renforcer le principe fédéral (au point que certains de ses adeptes anglophones attaquent très violemment la bienveillance taylorienne vis-à-vis des spécificités québécoises – COOPER, 2018 : 311-341) et tantôt il est revendiqué comme autorité pour bâtir un nouveau Québec fort, ayant sa propre tradition et législation.

Quoi qu'il en soit de la polysémie des textes hégéliens, je pense pouvoir dire que cet intérêt spécifique pour le grand philosophe allemand honore les Canadiens. Il prouve que, tant du côté fédéral que du côté québécois, il y a chez eux le véritable souci d'une gestion publique qui favorise la liberté individuelle, sans pour autant renoncer à un certain intérêt collectif. La lecture canadienne voit dans Hegel le garant d'un tel équilibre.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- BROSSEAU Laurence, DEWING Michael (2018), *Le Multiculturalisme canadien*, Ottawa, Bibliothèque du Parlement.
- CHRISTIAN William (1993), *George Grant : A Biography*, Toronto, University of Toronto Press.
- COOPER Barry (2018), Hegel's Laurentian Fragments, in : DODD Susan M., ROBERTSON Neil G. (éds), *Hegel and Canada. Unity of Opposites ?*, Toronto, University of Toronto Press, p. 311-341.
- DOULL James (2003), *Philosophy and Freedom*, Toronto, University of Toronto Press.
- FRADET Pierre-Alexandre (2011), Hegel : introduction à une lecture critique. Compte rendu, *Philosophiques*, 38/2, p. 627-631.
- FREITAG Michel, BONNY Yves (2012), *L'Oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GOUIN Jean-Luc (2018), *Hegel. De la Logophonie comme chant du signe*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- MIGUELEZ Roberto (1996), Hegel et le Québec, in : ELBAZ Mikhaël, FORTIN Andrée, LAFOREST Guy (éds), *Les Frontières de l'identité. Modernité et postmodernité au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval / Paris, L'Harmattan, p. 219-230.
- SEGURA Eva (2011), L'interculturalisme québécois, alternative au multiculturalisme canadien ? Voie québécoise ou voix québécoise ?, *Humanisme et entreprise*, n° 305, V, p. 81-88.
- TAYLOR Charles (1975), *Hegel*, Cambridge, Cambridge University Press.
- TAYLOR Charles (1998), *Hegel et la société moderne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- TAYLOR Charles (2014), *Multiculturalisme et interculturalisme : limites, enjeux et implications*, Conférence prononcée le 9 octobre 2014 à l'Université de Montréal. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Znv-eVRnywU&t=3123s> <consulté le 15 mars 2021>.



TROTT Elizabeth (2018), Early Canadian Political Culture : Hegelian Adaptations in John Watson, in : DODD Susan M., ROBERTSON Neil G. (éds), *Hegel and Canada. Unity of Opposites ?*, Toronto, University of Toronto Press, p. 163-197.

WALLACE Robert C. (1941), *Some Great Men of Queens*, Toronto, Ryerson Press.